

JUIN 2012

LA CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS SUR LE BASSIN D'EMPLOI RÉMOIS

ÉDITO :

Le partenariat entre la Maison de l'Emploi et l'Agence se traduit concrètement par la publication d'observatoires thématiques qui se complètent les uns les autres.

Ce N° 5, réalisé en collaboration avec Reims Métropole, lève le voile sur la question de la création d'établissements sur le bassin d'emploi de Reims.

Résolument pédagogique, ce document analyse la dynamique de création de notre territoire, en souligne les particularités sectorielles.

Certes, le champ de la création est parfois complexe pour la lisibilité des résultats, mais l'on voit néanmoins poindre des caractéristiques et des tendances lourdes ; comme par exemple le secteur du commerce et réparations automobiles qui est le plus représentatif en termes de volume de création.

Il convient par ailleurs de nuancer également le propos car la récente apparition du statut de l'auto-entrepreneur en 2009 explique aussi en partie la hausse particulièrement importante du nombre de créations enregistrées.

Au-delà de la connaissance que cet observatoire nous livre, c'est aussi et avant tout une coproduction entre deux établissements de Reims qui permet d'éclairer des visions, enrichir le débat local et ouvrir des réflexions sur l'un des piliers de notre économie locale ; la création d'entreprises.

Bien évidemment ce document est consultable et téléchargeable sur le site de l'agence, et libre de tout droit d'utilisation.

Serge Pugeault, Président de la Maison de l'Emploi de Reims, Président de l'Agence d'Urbanisme de Reims.

L'ÉVOLUTION DES ÉTABLISSEMENTS SUR LE BASSIN RÉMOIS

Pour mieux comprendre :

- Les données sont mobilisées sur le territoire du SCoT2R (Pays rémois et Reims Métropole), territoire similaire au bassin d'emploi.

SCoT2R : 140 communes, 288 088 habitants selon le recensement de la population de 2008.

Pays rémois : enveloppe rurale du SCoT2R (134 communes, 78 847 habitants).

Bassin d'emploi : 137 communes, 287 723 habitants.

- Le champ étudié est le champ marchand hors agriculture.
- « L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. [...] L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. » ; INSEE.

Une progression pérenne du stock d'établissements

Avec 3 264 établissements supplémentaires, le bassin rémois connaît une hausse de 27,4% entre 2003 et 2011, soit +1,9 points par rapport à la Région mais -5,9 points par rapport à la moyenne nationale. **Il y a donc eu plus de créations d'établissements que de disparitions.**

Cette hausse est particulièrement importante sur le Pays rémois (+46,7%, soit +1 224 établissements) et notamment dans le Nord rémois (+51,8% ; +376 établissements) ou le Tardenois de Champagne (+55,7% ; +317 établissements).

Malgré la crise économique et financière survenue à l'automne 2008, le stock d'établissements a augmenté entre 2009 et 2011 (données au 1^{er} janvier).

C'est particulièrement le cas pour le Pays rémois (+14,1% contre +7,4% pour l'agglomération rémoise).

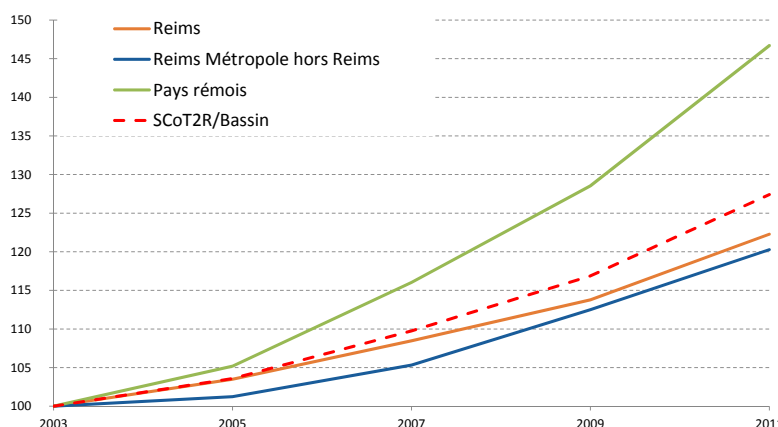
Cependant, la dynamique du bassin (+9%) est plus faible qu'aux niveaux régional (+10,2%) et national (+12%).

Evolution du stock d'établissements de 2003 à 2011 sur le bassin rémois

	2003	2005	2007	2009	2011
Reims	7 826	8 099	8 489	8 904	9 569
Reims Métropole	9 291	9 582	10 032	10 552	11 331
SCoT2R/Bassin	11 912	12 339	13 073	13 921	15 176
Marne	22 626	23 233	24 531	25 906	28 412
Champagne-Ardenne	52 051	53 431	56 183	59 287	65 332
France Métropolitaine	2 589 954	2 713 960	2 886 880	3 082 565	3 451 430

Source : INSEE, Démographie d'établissements au 1er janvier de l'année N - champ marchand hors agriculture

Evolution du stock d'établissements de 2003 à 2011 sur le bassin rémois (base 100 = 2003)



Source : INSEE, Démographie d'établissements au 1er janvier de l'année N - champ marchand hors agriculture

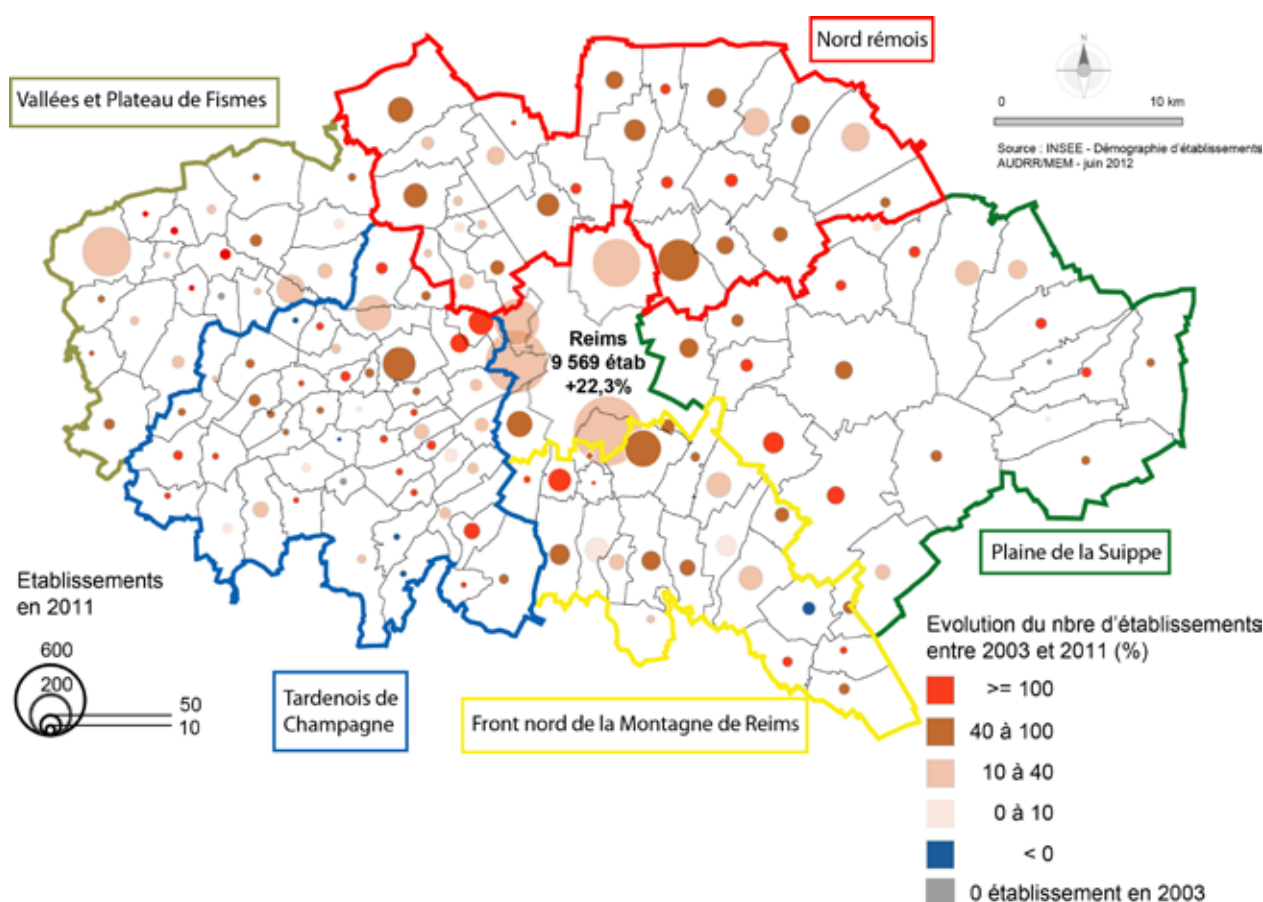
Une polarisation des établissements sur 10 communes principales

Avec 15 176 établissements, le bassin rémois concentre 53,4% des établissements marnais du secteur marchand hors agriculture en 2011. A titre indicatif, il concentre également 50,9% de la population marnaise, 50,7% des actifs ayant un emploi et 53,3% de l'emploi total marnais.

Au sein même du bassin, des disparités territoriales existent. En effet, l'agglomération rémoise concentre 74,7% des établissements du bassin. Vient ensuite le Nord rémois avec 7,3% des établissements.

Dix communes concentrent 80% des établissements : celles de l'agglomération (hormis Bezannes), Fismes, Witry-lès-Reims, Taissy, Muizon et Gueux. Ces communes participent à 70% à l'augmentation du nombre d'établissements constaté entre 2003 et 2008.

Evolution du stock d'établissements de 2003 à 2011 sur le SCoT2R/bassin rémois



Une répartition hétérogène de l'activité

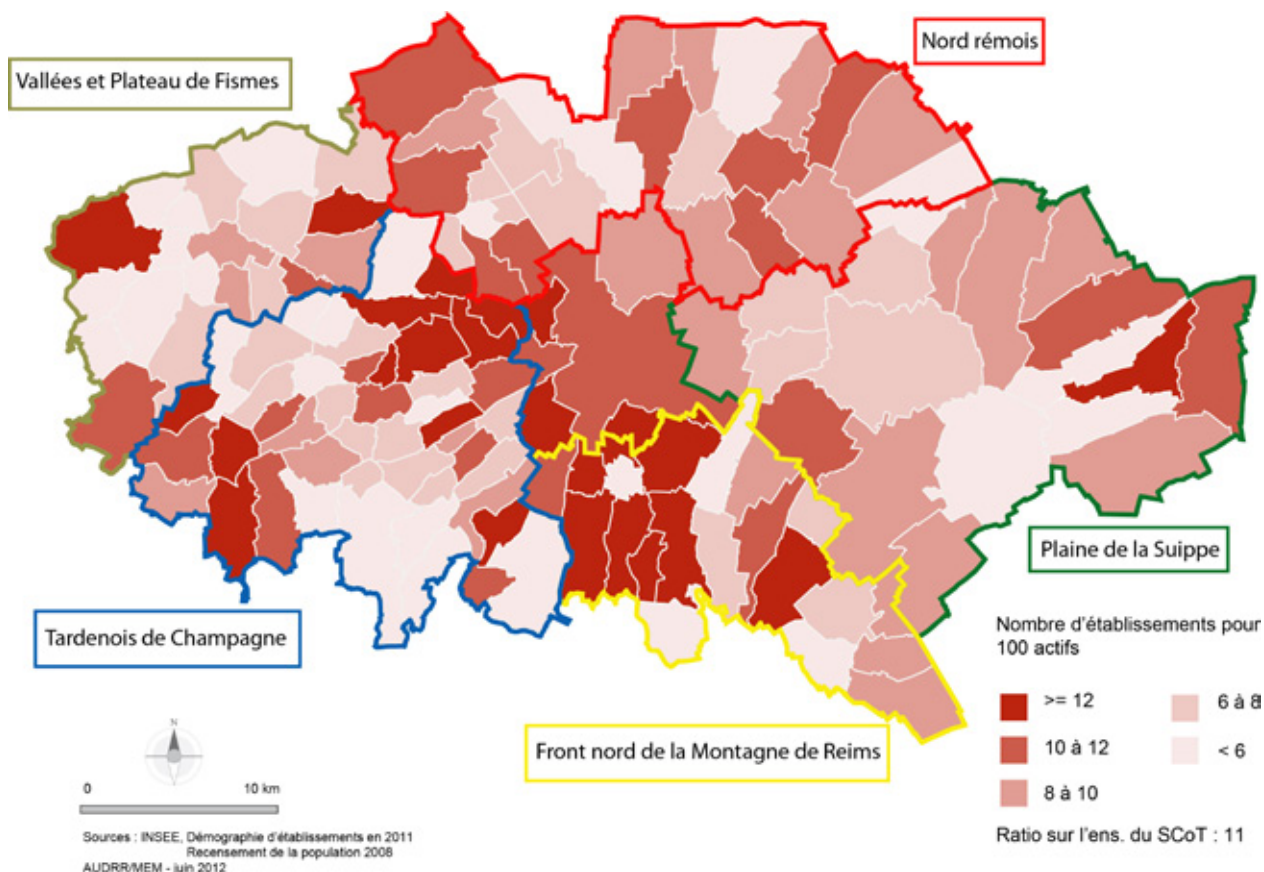
Même si Reims compte en volume le plus grand nombre d'établissements (63% des établissements du bassin), elle n'arrive qu'en 36^{ème} position sur 140 en termes de ratio d'établissements pour 100 actifs (cf. carte page suivante). Parmi les communes de plus de 50 actifs, celles comptant le plus d'établissements par rapport à leur population active sont : Thillois, Champfleury, Cormontreuil, Saint-Brice-Courcelles, Gueux ou encore Taissy.

Ce étalement des sites d'activités dans les franges de l'agglomération est probablement due à une offre foncière plus importante sur ces communes, couplée à la proximité de la main-d'oeuvre, des consommateurs et des services de la ville centre.

La création d'établissements sur le bassin d'emploi rémois

Nombre d'établissements pour 100 actifs en 2011 sur le SCoT2R/bassin rémois

Ce ratio du nombre d'établissements rapporté à la population active est un indicateur de répartition spatiale de l'activité.



Une hausse du nombre d'établissements à nuancer du fait du régime des « auto-entrepreneurs »

A propos des auto-entrepreneurs :

Le régime des « auto-entrepreneurs » est apparu en janvier 2009. Dans les bases de stocks, les auto-entrepreneurs sont codés « commerçant », « artisan » ou « autre personne physique » au niveau des catégories juridiques. C'est ce qui explique l'augmentation importante dans les stocks d'établissements entre les fichiers au 1^{er} janvier 2009 et 1^{er} janvier 2010 pour les catégories juridiques « commerçant CJ = 12 », « artisan CJ = 13 » ou « autre personne physique CJ = 19 ».

Source : INSEE

Comme vu précédemment, le nombre d'établissements du bassin rémois a augmenté de +9% entre le 1^{er} janvier 2009 et le 1^{er} janvier 2011.

Cependant, si on retire les catégories juridiques correspondant aux auto-entrepreneurs, cette hausse est rapportée à +3,1%. La croissance favorable du tissu économique est donc à nuancer.

Evolution des catégories commerçants, artisans et autres personnes physiques

	2003	2005	2007	2009	2011
Reims	1 281	1 254	1 297	1 282	1 861
Reims Métropole	1 491	1 460	1 505	1 486	2 133
SCoT2R/Bassin	2 230	2 155	2 236	2 287	3 179
Marne	4 788	4 660	4 871	4 981	6 769
Champagne-Ardenne	11 990	11 725	12 104	12 357	16 922
France Métropolitaine	635 340	634 038	646 788	652 308	908 869

Source : INSEE, Démographie d'établissements au 1er janvier de l'année N - champ marchand hors agriculture

La dynamique d'évolution du nombre d'établissements est donc à nuancer du fait de l'apparition du statut d'auto-entrepreneurs, mais est à nuancer également l'écart entre la moyenne du bassin rémois et la moyenne nationale qui passe de 3 à 1,5 points hors auto-entrepreneurs.

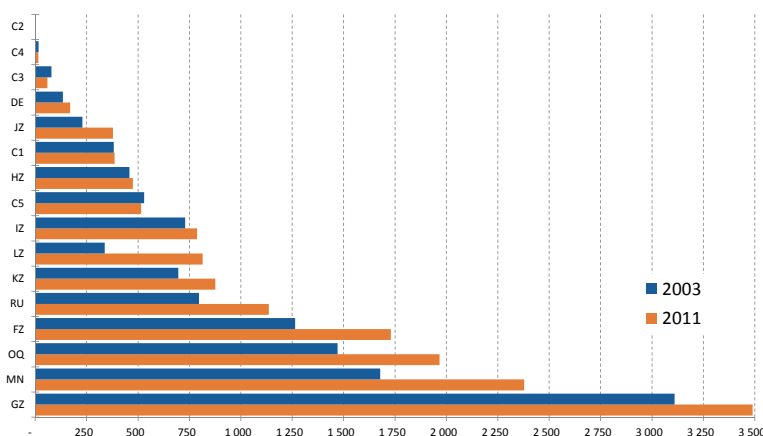
Près d'un établissement sur 4 exerce une activité de commerce et réparations automobiles

Le tissu économique marchand du bassin rémois est dominé par trois secteurs qui concentrent 52% des établissements (contre 47% en région) : le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (23% des établissements ; 22,5% hors auto-entrepreneurs) ; les activités scientifiques et techniques-services administratifs et de soutien (16%) ; et les administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale (13%).

Les auto-entrepreneurs exercent leur activité principalement dans le commerce, la construction ou certaines activités de services.

KZ	Act. financières et d'assurances
LZ	Act. immobilières
MN	Act. scientifiques et techniques- services administratifs et de soutien
OQ	Adm. publiques, enseignement, santé humaine et action sociale
RU	Autres Act. de services
C2	Cokéfaction et raffinage
GZ	Commerce- rép. d'auto et de motocycles
FZ	Construction
C5	Fab. d'autres produits industriels
C1	Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
C4	Fab. de matériels de transport
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques- Fab. de machines
IZ	Hébergement et restauration
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution
JZ	Information et communication
HZ	Transports et entreposage

Volume d'établissements par secteur d'activités sur le bassin rémois



Source : INSEE, Démographie d'établissements au 1er janvier de l'année N - champ marchand hors agriculture

En termes d'évolution du stock d'établissements, les secteurs les plus contributifs au dynamisme local sont les activités scientifiques et techniques / services administratifs et de soutien ; les administrations publiques / enseignement / santé humaine / action sociale ; les activités immobilières ; et la construction (66% de la hausse). La contribution au dynamisme local concerne donc majoritairement des domaines liés à la population et génère de ce fait des emplois non délocalisables (cf. publication n°2 - La sphère présente - juin 2011).

Hormis la construction dont moins de la moitié des établissements se localisent à Reims, les secteurs les plus contributifs au développement du tissu économique du bassin se concentrent majoritairement dans la ville centre.

D'autres secteurs connaissent une dynamique plus faible : c'est le cas de la fabrication de matériels de transport ; la fabrication d'autres produits industriels et la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques / fabrication de machines.

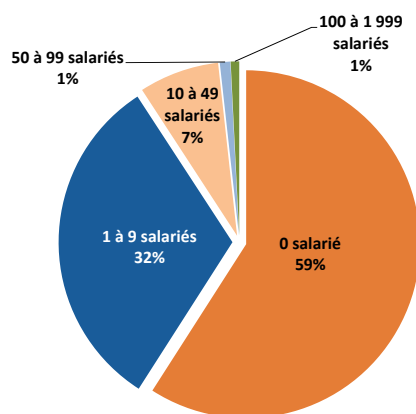
La création d'établissements sur le bassin d'emploi rémois

Comparativement à l'ensemble du territoire national, le bassin rémois se démarque tout d'abord par un poids important des activités financières et d'assurances (courtage de valeurs mobilières et de marchandises, crédit-bail, assurance vie ...). En effet, l'agglomération rémoise tend à être un lieu attractif pour les centres d'appels notamment (ING Direct ou encore MAAF Assurances).

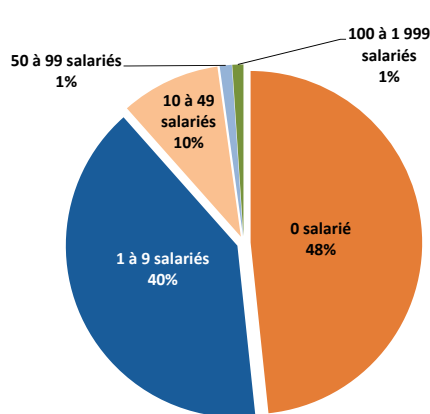
Viennent ensuite les activités immobilières ; les activités scientifiques et techniques / services administratifs et de soutien (activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle, location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers, recherche-développement en biotechnologie ...) ; et les activités de fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (fabrication de vins effervescents, fabrication de sucre, fabrication de produits amylacés, vinification ...).

Une progression des établissements peu pourvus en salariés

Etablissements du bassin rémois par taille en 2011



Etablissements du bassin rémois par taille en 2003



En 2011, 59% des établissements du secteur marchand hors agriculture n'ont aucun salarié (11 points de plus qu'en 2003 ; 5 points de moins qu'au niveau national). Hors catégories juridiques des auto-entrepreneurs, cette proportion est ramenée à 52% (8 points de plus qu'en 2003).

65% des établissements de plus de 200 salariés sont localisés à Reims (hypermarchés, nettoyage courant des bâtiments, activités hospitalières, fabrication de préparations pharmaceutiques ...).

Source : INSEE, Démographie d'établissements au 1er janvier de l'année N - champ marchand hors agriculture

Une stabilité des établissements, plus volatiles en milieu urbain

Le bassin rémois compte 24 410 établissements au 31 décembre 2011, dont 84% ont la qualité de siège social.

Date de création des établissements au 31 décembre 2011

	Reims	Reims Métropole hors Reims	SCoT2R / Bassin hors Reims Métropole
Avant 2001	34,1%	32,5%	46,6%
Entre 2002 et 2005	14,5%	14,5%	13,2%
Entre 2006 et 2010	37,9%	37,2%	31,3%
En 2011	13,5%	15,8%	8,9%

Source : INSEE, SIRENE - Champ total

Sur le bassin rémois, 2 établissements sur 5 ont plus de 10 ans. Cette ancienneté, preuve d'un tissu économique relativement solide, est plus marquée sur le Pays rémois qu'en milieu urbain.

Le tissu économique de la région rémoise se caractérise également par de jeunes établissements, notamment dans l'urbain où le volume des créations est plus important.

LA DYNAMIQUE DE CRÉATION (hors transferts) SUR LE BASSIN RÉMOIS

Un doublement de la création d'établissements en 8 ans

Depuis 2003, sur l'ensemble des échelles territoriales étudiées, le volume des créations d'établissements a plus que doublé.

Le bassin rémois se caractérise par une hausse particulièrement forte par rapport aux autres territoires de comparaison.

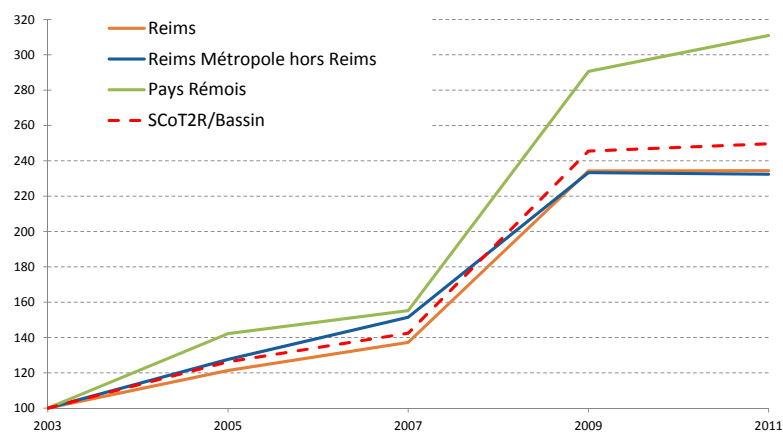
En 2011, on enregistrait plus de 1 400 créations supplémentaires sur le bassin rémois par rapport à 2003, soit une hausse de près de 150%. Le bassin est même le seul territoire à connaître encore une hausse sur la dernière période 2009/2011, là où dans la Marne, la Champagne-Ardenne ou même sur le plan national l'évolution du nombre de création d'établissements est pour la première fois négative.

Cette particularité tient à la dynamique du Pays rémois qui est restée positive (+7,0%), tandis que la création de l'agglomération rémoise est restée stable.

	2003	2005	2007	2009	2011
Reims	656	796	900	1 537	1 538
Reims Métropole	761	930	1 059	1 782	1 782
SCoT2R/Bassin	953	1 203	1 357	2 340	2 379
Marne	1 710	2 123	2 417	4 237	4 164
Champagne-Ardenne	3 889	4 726	5 601	9 772	9 367
France Métropolitaine	290 406	343 564	392 648	653 732	637 930

Source : INSEE, Démographie d'établissements de l'année N - champ marchand hors agriculture

Evolution du nombre de créations d'établissements de 2003 à 2011 sur le bassin rémois (base 100 = 2003)



Le réel succès de l'auto-entrepreneur et la particularité du Pays rémois

L'apparition du statut de l'auto-entrepreneur au 1er janvier 2009 est un des facteurs principaux expliquant la hausse particulièrement importante du nombre des créations enregistrées.

Les créations d'établissements dans ces catégories représentaient moins de 25% de l'ensemble des créations enregistrées en 2007. Dès 2009, cette part est de plus de 56% puis de 55% en 2011.

Sur le bassin rémois, le nombre des créations d'établissements sous ce statut a véritablement explosé entre 2007 et 2009 : +1 000 créations.

Ce nouveau statut apportant une série de simplifications administratives semble donc avoir favorisé la création d'activités : l'évolution de la création entre 2007 et 2009 aurait été négative sans la création de ce statut, sur tous les territoires hormis pour le Pays rémois qui conserve sa dynamique de création.

Evolution de la création d'établissements entre 2007 et 2009

	Evolution de la création tout statut	Evolution hors statut auto-entrepreneur (CJ 12/13/19)
Reims	70,8%	-4,7%
Reims Métropole	68,3%	-7,2%
Pays rémois	87,2%	21,1%
SCoT2R/Bassin	72,4%	-1,6%
Marne	75,3%	-0,6%
Champagne-Ardenne	74,5%	-5,9%
France Métropolitaine	66,5%	-9,0%

Entre 2009 et 2011, le volume d'établissements créés dans les catégories juridiques correspondant aux auto-entrepreneurs reste très important même si l'on constate une légère déprise (-1,5%). Néanmoins, cette baisse est moins forte que sur les autres territoires (-6% pour la Marne, -11% pour la Champagne-Ardenne et -10,4% pour la France métropolitaine).

Estimation du volume de création d'établissements en tant qu'auto-entrepreneur (CJ 12, 13 et 19)

	2003	2005	2007	2009	2011
Reims	154	187	203	873	857
Reims Métropole	168	207	224	1 007	962
SCoT2R/Bassin	224	267	318	1 318	1 298
Marne	468	560	659	2 490	2 341
Champagne-Ardenne	1 192	1 387	1 634	6 039	5 375
France Métropolitaine	85 102	92 840	100 059	387 468	347 050

Source : INSEE, Démographie d'établissements de l'année N - champ marchand hors agriculture

Un établissement champardenais sur 4 se créé sur le bassin rémois

Avec 2 379 créations d'établissements en 2011, le bassin rémois concentre 25% des nouveaux établissements créés en Champagne-Ardenne. Il représente également plus de 57,1% de l'ensemble des créations enregistrées dans la Marne.

Globalement, le bassin accueille plus de créations d'établissements que tout le département de l'Aube (23,7%), des Ardennes (20,7%) ou de la Haute-Marne qui représente à peine plus d'1 établissement sur 10 nouvellement créé en Champagne-Ardenne.

Les créations d'établissements enregistrées en 2011 se répartissent de façon inégale sur le bassin rémois en respectant quasiment la répartition du tissu productif.

Ainsi, l'agglomération rémoise concentre 75% des créations d'établissements du bassin. Le Nord Rémois représente près de 8% des créations d'établissements. Il est suivi par le Tardenois de Champagne (6,2%), Vallée et Plateau de Fismes (4,0%), Front Nord de la Montagne de Reims (3,6%) et la Plaine de la Suippe (3,4%).

Entre 2003 et 2011, le poids du Pays rémois dans l'ensemble des créations d'établissements du bassin rémois est passé de 20 à 25%.

Un taux de création* au dessus des moyennes départementales et régionales mais encore en dessous de la moyenne nationale

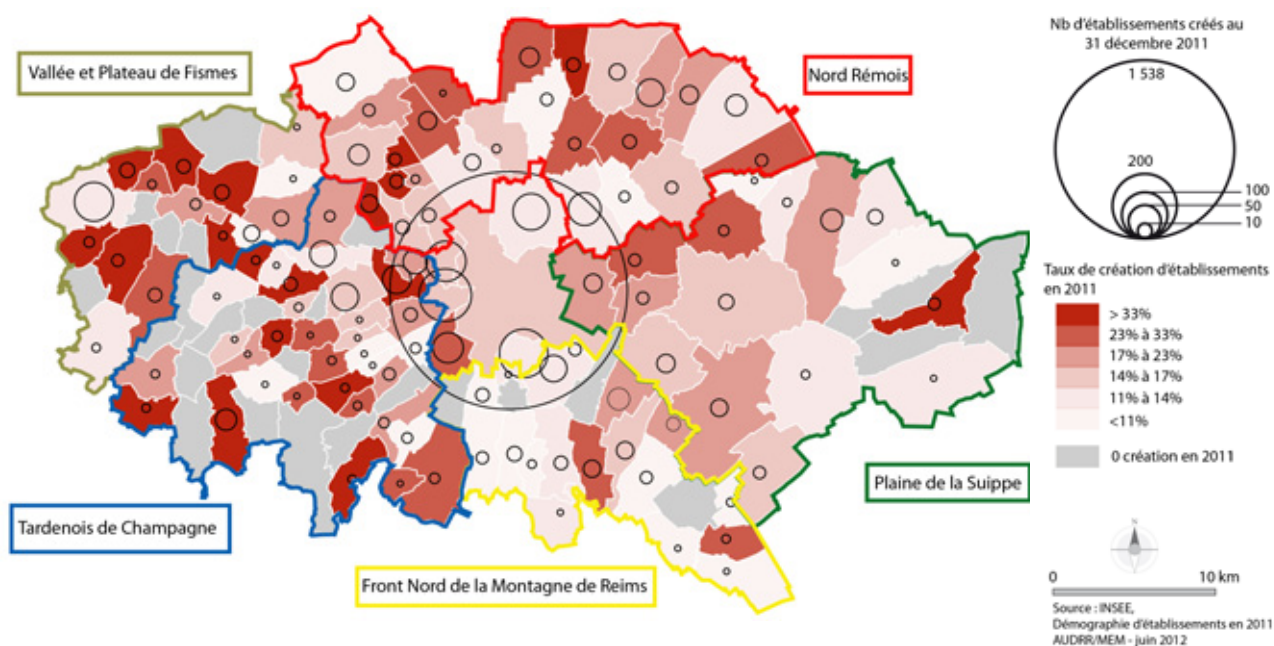
* Taux de création de l'année N = nombre de créations l'année N / stock d'établissements au 1er janvier de l'année N

Entre 2003 et 2011, le taux de création d'établissements du bassin rémois a presque doublé passant de 8,0% à 15,7%, soit 7,7 points de plus. Bien que cette hausse soit plus importante sur le bassin que sur les autres échelles de comparaison, la situation locale au regard de cet indicateur est moins favorable que sur le plan national où le taux de création dépasse les 18% en 2011.

L'écart entre le taux de création sur bassin rémois et celui de la France métropolitaine tend à se réduire par rapport à 2003 : de 3,2 points il est passé à 2,8 points.

Au sein du bassin rémois, la dynamique de création d'établissements montre des disparités territoriales. Le Nord Rémois, avec un taux de création de 17%, apparaît comme le territoire le plus dynamique du bassin. Seul le territoire du Front Nord de la Montagne de Reims a un taux création d'établissements inférieur à la moyenne locale (10,9%), ce qui s'explique par le caractère viticole de ce territoire.

Taux de création d'établissements en 2011 sur le SCO2R/bassin rémois



Près d'1/4 des créations d'établissements de 2011 se fait dans le secteur du commerce et réparations automobiles

Trois secteurs d'activités concentrent plus de la moitié des créations d'établissements enregistrées sur le bassin rémois, soit plus de 1 250 créations d'établissements (même proportion qu'en Champagne-Ardenne).

	Part des créations du bassin	Part des créations du bassin hors auto-entrepreneuriat (AE)	Part des créations du secteur sous statut AE
Commerce et réparation	23%	22%	56%
Activités scientifiques et techniques-services administratifs et de soutien	17%	16%	58%
Autres activités de services	12%	5%	82%

Il s'agit du commerce/réparation d'automobiles et de motos ; des activités scientifiques et techniques-services administratifs et de soutien ; et des autres activités de services.

6 entrepreneurs sur 10 ayant créés un établissement dans l'une de ces trois activités a choisi un statut inscrit dans les catégories juridiques correspondantes à l'auto-entreprise.

Au moins 3 établissements créés sur 4 dans l'information et la communication, la fabrication d'autres produits industrielles ou encore les autres activités de services sont inscrits dans les catégories juridiques correspondant aux auto-entrepreneurs.

Deux secteurs se démarquent par leur dynamique de création

Parmi les 5 secteurs les plus importants en termes de volume d'établissements créés en 2011, 2 secteurs d'activités sont spécifiques au bassin rémois par rapport à la Région. Le secteur des activités de « services aux entreprises » et le secteur « administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale ».

Ces 2 secteurs qui représentent plus de 28% des créations d'établissements sont 1,2 fois plus représentés sur le bassin rémois que dans la région.

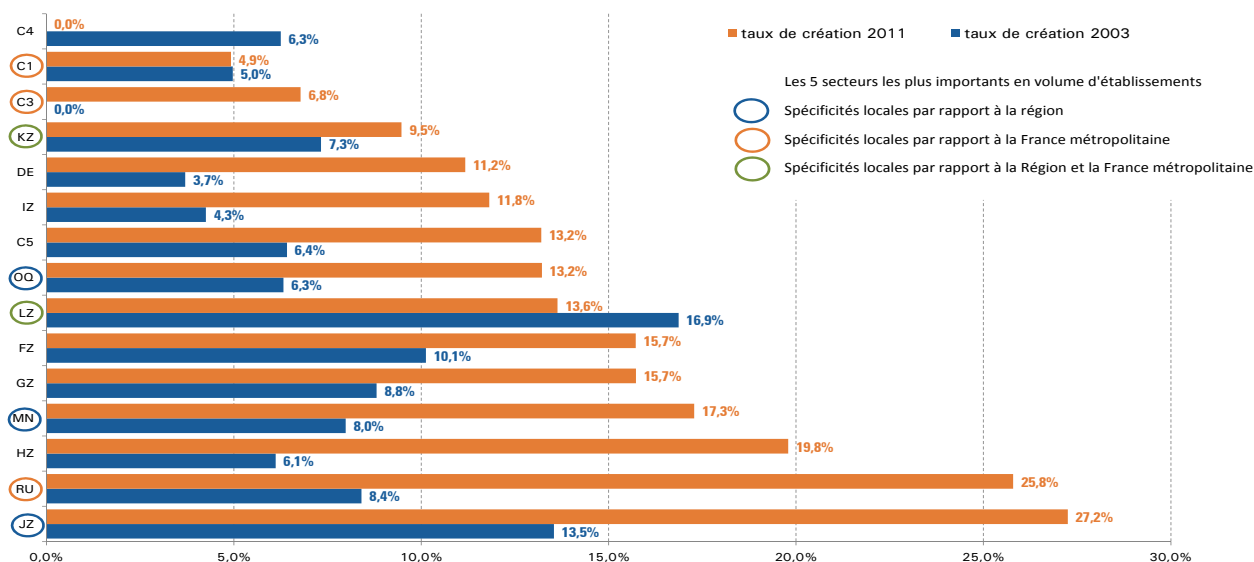
Le secteur des activités financières et d'assurance ainsi que celui des activités immobilières sont deux spécificités locales aussi bien par rapport à la région que par rapport à la France métropolitaine.

La création d'établissements sur le bassin d'emploi rémois

Le taux de création : +7,7 points entre 2003 et 2008

En moyenne, sur l'ensemble des secteurs d'activités, le taux de création d'établissements entre 2003 et 2011 a augmenté de 7,7 points, passant de 8% à 15,7%. En réalité, sur la base de cet indicateur de renouvellement du tissu économique, il existe de grandes disparités entre les secteurs d'activités.

Taux de création par secteur d'activités sur le bassin rémois



Source : INSEE, Démographie d'établissements de l'année N - champ marchand hors agriculture

Nomenclature :

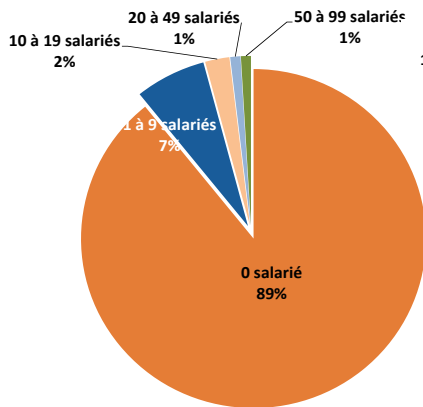
KZ	Act. financières et d'assurances
LZ	Act. immobilières
MN	Act. scientifiques et techniques- services administratifs et de soutien
OQ	Adm. publiques, enseignement, santé humaine et action sociale
RU	Autres Act. de services
C2	Cokéfaction et raffinage
GZ	Commerce- rép. d'auto et de motocycles
FZ	Construction
C5	Fab. d'autres produits industriels
C1	Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
C4	Fab. de matériels de transport
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques- Fab. de machines
IZ	Hébergement et restauration
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution
JZ	Information et communication
HZ	Transports et entreposage

3 secteurs d'activités montrent un écart de plus de 10 points entre les situations de 2003 et de 2011 : l'information et communication, les autres activités de services et le transport/entreposage.

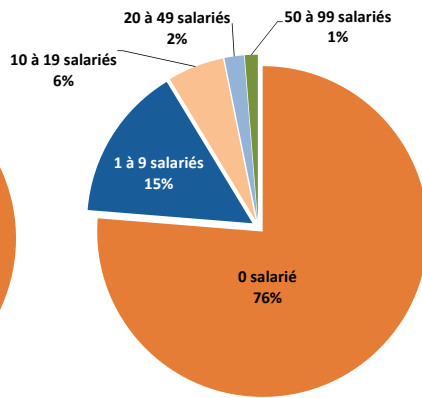
L'apparition des auto-entrepreneurs explique en grande partie cette forte augmentation pour les deux premiers secteurs cités. Seuls les secteurs de la « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac », de la « fabrication de matériels de transports » et plus particulièrement celui des « activités immobilières » ont enregistré des taux de création d'établissements en 2011 inférieur à ceux de 2003.

Une majorité de création de très petits établissements

Établissements du bassin rémois par taille en 2011



Établissements du bassin rémois par taille en 2003



Source : INSEE, Démographie d'établissements de l'année N - champ marchand hors agriculture

En 2011, 96% des établissements créés dans le secteur marchand hors agriculture ont moins de 10 salariés (5 points de moins qu'en 2003).

Près de 9 créations d'établissements sur 10 n'ont aucun salarié au moment de leur inscription (13 points de plus qu'en 2003). Hors catégories juridiques correspondant aux auto-entrepreneurs, cette part n'est que de 76% (5 points de plus qu'en 2003).

En volume, le nombre d'établissements créés de plus de 10 salariés a augmenté entre 2003 et 2011. 65% de ces établissements sont créés sur Reims.

Le profil des créations et des créateurs en Champagne-Ardenne :

Source : INSEE, SINE 2010

Les créations d'entreprises :

Les créations d'entreprises se font en majorité dans les secteurs du commerce-hébergement et restauration, de la construction et des activités spécialisées, scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien.

Par rapport à la France de province,

- l'industrie et le commerce-transport-hébergement et restauration pèse davantage dans la création d'entreprise
- les créations d'entreprise champardennaise sont de taille plus conséquente, en montant investi comme en emploi. Les entreprises nouvellement créées démarrent leur activité avec en moyenne 2,5 emplois (contre 1,8 en France de province)
- les reprises d'entreprises sont relativement plus fréquentes et la moitié d'entre elles correspond au rachat d'une entreprise auprès d'un tiers.

Les créateurs d'entreprises en Champagne-Ardenne :

- 1 sur 5 est âgé de moins de 30 ans ; 28% sont des femmes
- 64% déclarent créer leur entreprise pour créer leur propre emploi ; 39% déclarent avoir suivi une formation à la création (plus qu'en France de Province)
- 56% ont sollicité un emprunt bancaire en 2010 ; 49% déclarent n'avoir bénéficié d'aucune aide* au démarrage du projet (plus qu'en France de Province)

*Dispositifs nationaux (Accre, Nacre, Crédit impôt recherche, exonérations de charges, prêt à la création d'entreprise, aides Oséo) ; dispositifs régionaux et locaux (« Envol », « Envie d'Agir-Défi jeunes » ou le « Contrat Jeune Entreprise »).

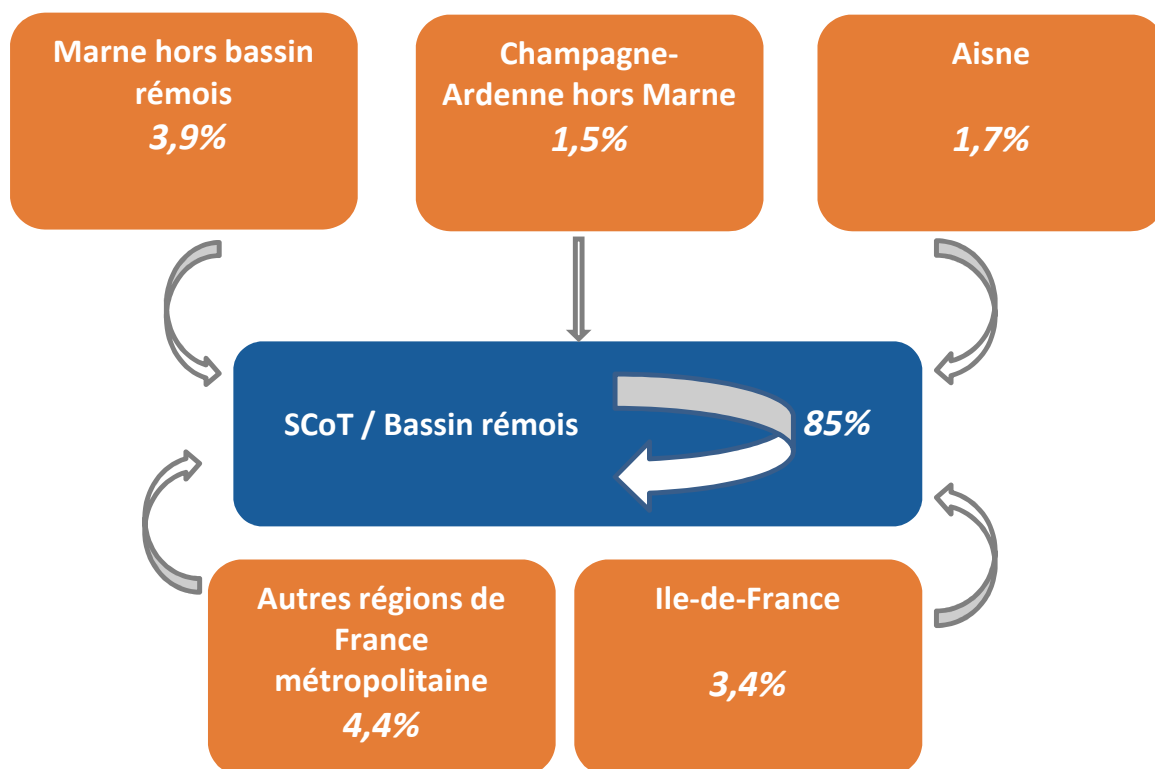
LES TRANSFERTS D'ÉTABLISSEMENTS SUR LE BASSIN RÉMOIS

Le transfert d'établissements correspond au transfert complet des moyens de production d'un établissement d'un lieu géographique à un autre. Le champ économique retenu correspond à l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (à l'exclusion de l'agriculture).

Source : INSEE, REE – Transferts d'établissements

En 2010, 407 établissements ont transféré leur activité sur le bassin rémois dont 268 sur la ville centre. 61 transferts d'établissements, soit 15% de l'ensemble des transferts vers le bassin, proviennent d'un territoire hors bassin rémois : **l'attractivité reste donc locale.**

Il s'agit essentiellement d'établissements exerçant une activité dans le commerce/réparation d'auto et motocycles, dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques ou encore dans la construction. Au niveau des mouvements locaux, 70% des établissements transférés à Reims étaient déjà localisés dans la commune. On retrouve les mêmes activités précédemment citées ainsi que des activités de santé humaine et action sociale et autres activités de services.



Les transferts de Reims vers une autre commune du bassin sont plus importants que dans le sens inverse (64 contre 36) : un transfert sur trois concerne une activité de construction.

ZOOM SUR LES QUARTIERS DE REIMS

Les données sont issues du répertoire SIRENE. Il s'agit des mouvements d'établissements (créations, disparitions, transferts) sur le champ des activités marchandes non agricoles.

Ne sont comptabilisés dans les tables à l'IRIS que les établissements qui ont pu être géocodés avec exactitude. La somme des données des IRIS à la commune peut donc être légèrement inférieure à la donnée communale.

Source : INSEE

Le centre ville reste la principale zone économique

En 2010, le centre ville concentre plus d'1 établissement rémois sur 3 ainsi que plus d'1 création sur 4. Les autres quartiers de la ville de Reims les plus contributifs en termes économique sont Barbâtre/Saint-Remi/Verrerie, Cernay/Epinettes/Jamin/Jaurès et Charles Arnould/Clairmarais. A eux seuls, ils concentrent 30% des établissements et 30% des créations.

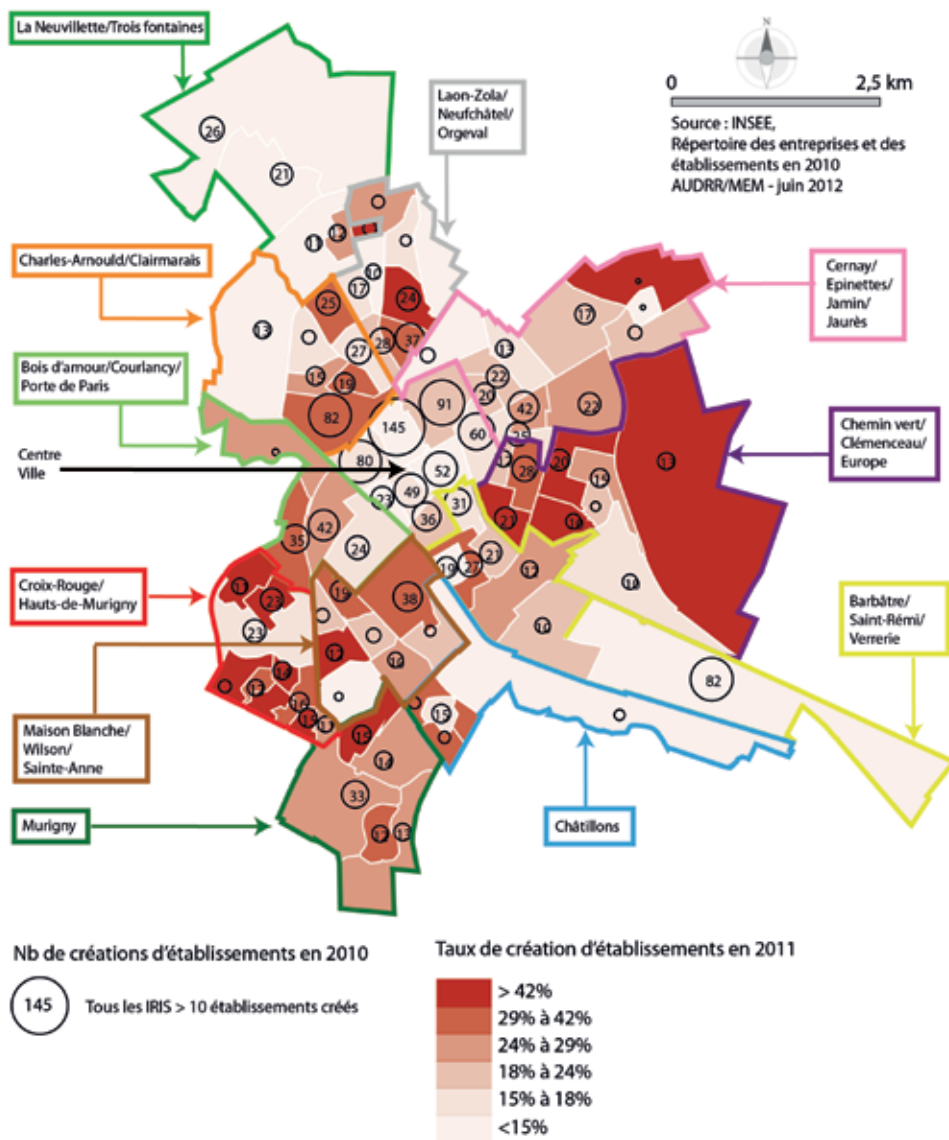
Certains secteurs, dotés d'une offre foncière et immobilière à vocation économique, se caractérisent par une part de transferts d'établissements très importante (Barbâtre/Saint-Remi/Verrerie, la Neuville ou encore Clairmarais). Ces « quartiers » apparaissent attractifs pour des entreprises existantes en phase de développement, de mutation, de repositionnement... et qui expriment de nouveaux besoins en termes de localisation.

Une dynamique de création qui diffère selon les quartiers

Globalement, le taux de création d'établissements apparaît plus fort sur les quartiers au Sud/Ouest et à l'Est de la Ville.

Ainsi, Croix-Rouge/Hauts de Murigny, Chemin vert/Clémenceau/Europe, Murigny, Maison Blanche/Wilson/Sainte-Anne et Laon-Zola/Neufchâtel/Orgeval affichent des

Volume et taux de création d'établissements à Reims



La création d'établissements sur le bassin d'emploi rémois

taux de création supérieur ou égal à 25%. Cette dynamique, tout comme pour le bassin rémois, est probablement due pour partie au statut d'auto-entrepreneur.

Ces secteurs font partis des moins denses en établissements économiques (ils rassemblent seulement 21% des établissements de la Ville). Ils sont en partie couverts par un certain nombre de dispositifs incitatifs en matière de création d'activités (ex : ZFU sur Croix-Rouge, l'ensemble des périmètres ZUS ou CUCS) et tendent à rattraper leurs retards vis-à-vis du reste de la Ville. Effectivement, ces quartiers rassemblent tout de même 30% des créations enregistrées.

Un tissu économique qui continue de se densifier : 3 créations d'établissements pour 2 disparitions en 2009

Dynamique infra communale (disparitions et créations d'établissements en 2009)

	Disparitions	Part / Reims	Creations	Part / Reims	Creations nettes
Ville de Reims	1 107	100,0%	1 725	100,0%	618
Croix-Rouge/Hauts-de-Murigny	73	6,6%	107	6,2%	34
Chemin vert/Clémenceau/Europe	57	5,1%	93	5,4%	36
Murigny	40	3,6%	68	3,9%	28
Maison Blanche/Sainte-Anne/Wilson	59	5,3%	92	5,3%	33
Laon-Zola/Neufchâtel/Orgeval	78	7,0%	124	7,2%	46
Charles-Arnould/Clairmarais	104	9,4%	157	9,1%	53
Bois d'amour/Courlancy/Porte de Paris	40	3,6%	90	5,2%	50
Cernay/Epinettes/Jamin/Jaurès	113	10,2%	177	10,3%	64
Châtillons	14	1,3%	38	2,2%	24
Barbâtre/Saint-Rémi/Verrierie	121	10,9%	220	12,8%	99
Centre Ville	360	32,5%	466	27,0%	106
La Neuville/Trois Fontaines	48	4,3%	93	5,4%	45

En 2009, la création d'établissements sur la Ville a permis une densification du tissu productif avec 618 établissements supplémentaires.

Certains quartiers comme Châtillons et Bois d'amour/Courlancy/Porte de Paris se différencient avec un nombre de créations nettes plus faible que la moyenne de la Ville (entre 2,7 et 2,3 créations pour 1 disparitions).

D'autres, comme le Centre Ville, se caractérisent par un moindre développement du tissu économique mais un plus fort renouvellement des établissements (1,3 créations pour 1 disparition).

Source : Répertoire des entreprises et établissements (SIRENE)

Créations nettes = créations - disparitions

CE QU'IL FAUT RETENIR ...

La création d'établissements sur le bassin rémois :

- **Le tissu économique du bassin rémois se densifie entre 2003 et 2011** : il compte 3 264 établissements supplémentaires. **La dynamique de création (hors transfert) est particulièrement forte** (+ 1 400 en 2011 par rapport à 2003, soit + 150%).
- **Une dynamique importante sur le Pays rémois** : +46,7% d'établissements en 8 ans (contre +22% pour l'agglomération) et +211% de créations (contre 134% pour l'agglomération).
- **Une hausse malgré la crise économique et financière** : +9% d'établissements entre 2009 et 2011 ; +1,7% de créations (majoritairement dans le Pays rémois). **La dynamique de création est maintenue pendant la crise, contrairement au Département, à la Région ou au niveau national.**
- **L'apparition du statut de l'auto-entrepreneur en 2009** est un des facteurs principaux expliquant la hausse particulièrement importante du nombre des créations enregistrées.
- En 2011, le bassin rémois c'est : **53,4% des établissements et 57,1% des créations de la Marne.**
- En volume, **les établissements existants comme les créations se concentrent sur l'agglomération (75%).**
- **Un étalement des sites d'activités** (Thillois, Champleury, Cormontreuil, Gueux, Taissy ...) probablement due à une offre foncière plus importante sur ces communes, couplée à la proximité de la main-d'oeuvre, des consommateurs et des services de la ville centre.
Les créations d'établissements sur le bassin suivent la répartition du tissu productif.
- **Un taux de création sur le bassin rémois en 2011 (15,7%) au dessus des moyennes départementales (14,7%) et régionales (14,3%) mais encore en dessous de la moyenne nationale (18,5%).**
Le Nord Rémois, avec un taux de création de 17%, apparaît comme le territoire le plus dynamique du bassin.
- **Deux secteurs d'activités sont fortement présents sur le bassin rémois et connaissent une dynamique de création particulière** : le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles ; et les activités scientifiques et techniques-services administratifs et de soutien.
En 2011, **près d'un établissement sur 4 exerce une activité de commerce et réparations automobiles et près d'une création sur 4 se fait dans ce même secteur.**
- **En termes de taux de création, 3 secteurs d'activités montrent un écart de plus de 10 points entre les situations de 2003 et de 2011** : l'information et communication, les autres activités de services et le transport/entreposage.
- **Spécificités locales par rapport à la Région** : les activités scientifiques et techniques-services administratifs et de soutien ; et le secteur administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale sont des spécificités locales, que ce soit en termes d'établissements existants (31% du tissu) ou en termes de créations (10% des créations).

.../...

CE QU'IL FAUT RETENIR ... (suite)

- **Un tissu de très petits établissements** (91% des établissements existants ont moins de 10 salariés et 96% des établissements créés).
- **Sur le bassin rémois, 2 établissements sur 5 ont plus de 10 ans. Cette ancienneté, preuve d'un tissu économique relativement solide, est plus marquée sur le Pays rémois qu'en milieu urbain.**
- **En 2010, 407 établissements ont transféré leur activité sur le bassin rémois dont 268 sur la ville centre.** 61 transferts d'établissements, soit 15% de l'ensemble des transferts vers le bassin, proviennent d'un territoire hors bassin rémois : **l'attractivité reste donc locale.**

La création d'établissements dans les quartiers de Reims :

- **Le centre ville reste la principale zone économique** : en 2010, il concentre plus d'1 établissement rémois sur 3 ainsi que plus d'1 création sur 4.
- Certains secteurs, dotés d'une offre foncière et immobilière à vocation économique, se caractérisent par **une part de transferts d'établissements très importante** : Barbâtre/Saint-Remi/Verrerie, la Neuville ou encore Clairmarais.
- Globalement, **le taux de création d'établissements apparaît plus fort sur les quartiers du Sud/Ouest et de l'Est de la Ville** : Croix-Rouge/Hauts de Murigny, Chemin vert/Clémenceau/Europe, Murigny, Maison Blanche/Sainte-Anne/Wilson et Laon-Zola/Neufchâtel/Orgeval affichent des taux de création supérieur ou égal à 25%.
- **Un tissu économique rémois qui continue de se densifier** : 3 créations d'établissements pour 2 disparitions en 2009.